

4M PROVENCE ROUTE

SOCIETE ANONYME A DIRECTOIRE ET CONSEIL DE SURVEILLANCE AU CAPITAL DE 1 051 500 EUROS

SIEGE SOCIAL : SORGUES (84700), VILLAGE ERO, ROUTE NATIONALE 7

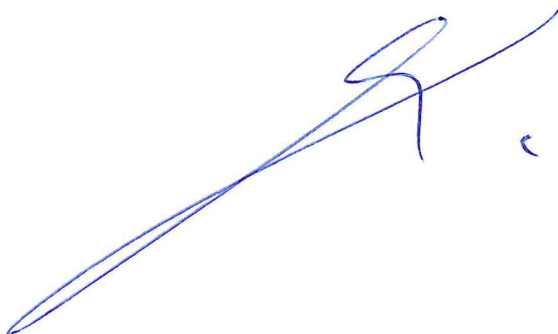
305 304 966 RCS AVIGNON

COMPTES SOCIAUX ARRETES AU 30 SEPTEMBRE 2024

COPIE CERTIFIEE CONFORME

Fabien MEREU

Président du directoire



Bilan Actif

	Brut	Amortissement Dépréciations	Net 30/09/2024	Net 30/09/2023
Capital souscrit non appelé				
ACTIF IMMOBILISE				
Immobilisations incorporelles				
Frais d'établissement				
Frais de recherche et de développement				
Concessions, brvts, licences, logiciels, drts & val.similaires	71 944	56 897	15 047	25 457
Fonds commercial (1)				
Autres immobilisations incorporelles				
Avances et acomptes sur immobilisations incorporelles				
Immobilisations corporelles				
Terrains				
Constructions	87 246	79 671	7 575	7 566
Installations techniques, matériel et outillage industriels	5 622 873	4 935 851	687 023	601 080
Autres immobilisations corporelles	4 289 695	3 281 747	1 007 947	947 319
Immobilisations corporelles en cours				
Avances et acomptes				
Immobilisations financières (2)				
Participations (mise en équivalence)				
Autres participations				
Créances rattachées aux participations				
Autres titres immobilisés				
Prêts				
Autres immobilisations financières				
TOTAL ACTIF IMMOBILISE	10 071 759	8 354 166	1 717 593	1 581 422
ACTIF CIRCULANT				
Stocks et en-cours				
Matières premières et autres approvisionnements	157 794		157 794	152 172
En-cours de production (biens et services)	293 120		293 120	403 389
Produits intermédiaires et finis				
Marchandises				
Avances et acomptes versés sur commandes	13 650		13 650	
Créances (3)				
Clients et comptes rattachés	3 847 901	92 316	3 755 585	5 007 736
Autres créances	341 974		341 974	323 974
Capital souscrit et appelé, non versé				
Divers				
Valeurs mobilières de placement	600 000		600 000	
Disponibilités	1 280 244		1 280 244	293 424
Charges constatées d'avance (3)	13 528		13 528	13 859
TOTAL ACTIF CIRCULANT	6 548 211	92 316	6 455 895	6 194 554
Frais d'émission d'emprunt à étaler				
Primes de remboursement des obligations				
Ecarts de conversion actif				
TOTAL GENERAL	16 619 970	8 446 482	8 173 488	7 775 976
(1) Dont droit au bail				
(2) Dont à moins d'un an (brut)				
(3) Dont à plus d'un an (brut)			411 365	101 698

Bilan Passif

	30/09/2024	30/09/2023
CAPITAUX PROPRES		
Capital	1 051 500	1 051 500
Primes d'émission, de fusion, d'apport, ...	180 250	180 250
Ecart de réévaluation		
Réserve légale	105 150	105 150
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves réglementées		
Autres réserves	3 737 435	3 694 358
Report à nouveau		
RESULTAT DE L'EXERCICE (bénéfice ou perte)	341 542	43 077
Subventions d'investissement	2 795	4 145
Provisions réglementées		
TOTAL CAPITAUX PROPRES	5 418 672	5 078 480
AUTRES FONDS PROPRES		
Produits des émissions de titres participatifs		
Avances conditionnées		
TOTAL AUTRES FONDS PROPRES		
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES		
Provisions pour risques		
Provisions pour charges	28 580	28 580
TOTAL PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	28 580	28 580
DETTES (1)		
Emprunts obligataires convertibles		
Autres emprunts obligataires		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit (2)		
Emprunts et dettes financières diverses (3)	12 255	
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours	35 669	
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	1 762 970	1 569 888
Dettes fiscales et sociales	906 670	1 096 276
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes	8 672	2 753
Produits constatés d'avance		
TOTAL DETTES	2 726 236	2 668 916
Ecarts de conversion passif		
TOTAL GENERAL	8 173 488	7 775 976
(1) Dont à plus d'un an (a)		
(1) Dont à moins d'un an (a)	2 690 567	2 668 916
(2) Dont concours bancaires et soldes créditeurs de banque		
(3) Dont emprunts participatifs		
(a) A l'exception des avances et acomptes reçus sur commandes en cours		

Compte de résultat

	France	Exportations et livraisons intracom.	30/09/2024	30/09/2023
Produits d'exploitation (1)				
Ventes de marchandises				
Production vendue (biens)	1 791		1 791	3 369
Production vendue (services)	17 902 100		17 902 100	15 392 257
Chiffre d'affaires net	17 903 891		17 903 891	15 395 626
Production stockée			-110 269	-552 753
Production immobilisée				
Subventions d'exploitation			16 583	33 190
Reprises sur provisions (et amortissements), transferts de charges			126 333	139 310
Autres produits			22 518	21 405
Total produits d'exploitation (I)			17 959 056	15 036 778
Charges d'exploitation (2)				
Achats de marchandises				
Variations de stock				
Achats de matières premières et autres approvisionnements			5 771 230	4 140 822
Variations de stock			-5 622	20 817
Autres achats et charges externes (a)			6 247 775	5 679 069
Impôts, taxes et versements assimilés			144 807	132 490
Salaires et traitements			2 933 789	2 739 314
Charges sociales			1 643 096	1 528 712
Dotations aux amortissements et dépréciations :				
- Sur immobilisations : dotations aux amortissements			628 926	563 316
- Sur immobilisations : dotations aux dépréciations				
- Sur actif circulant : dotations aux dépréciations			75 851	18 350
- Pour risques et charges : dotations aux provisions				
Autres charges			24 956	17 976
Total charges d'exploitation (II)			17 464 808	14 840 866
RESULTAT D'EXPLOITATION (I-II)			494 248	195 912
Quotes-parts de résultat sur opérations faites en commun				
Bénéfice attribué ou perte transférée (III)				
Perte supportée ou bénéfice transféré (IV)			205 926	215 507
Produits financiers				
De participation (3)				
D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé (3)				
Autres intérêts et produits assimilés (3)			15 126	
Reprises sur provisions et dépréciations et transferts de charges				
Différences positives de change				
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement				
Total produits financiers (V)			15 126	
Charges financières				
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions				
Intérêts et charges assimilés (4)				
Différences négatives de change				
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement				
Total charges financières (VI)				
RESULTAT FINANCIER (V-VI)			15 126	
RESULTAT COURANT avant impôts (I-II+III-IV+V-VI)			303 449	-19 594

Compte de résultat (suite)

	30/09/2024	30/09/2023
Produits exceptionnels		
Sur opérations de gestion	117	1 886
Sur opérations en capital	63 850	23 871
Reprises sur provisions et dépréciation et transferts de charges		68 280
Total produits exceptionnels (VII)	63 966	94 037
Charges exceptionnelles		
Sur opérations de gestion	23 398	2 786
Sur opérations en capital	2 474	
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		28 580
Total charges exceptionnelles (VIII)	25 873	31 366
RESULTAT EXCEPTIONNEL (VII-VIII)	38 094	62 671
Participation des salariés aux résultats (IX)		
Impôts sur les bénéfices (X)		
Total des produits (I+III+V+VII)	18 038 149	15 130 815
Total des charges (II+IV+VI+VIII+IX+X)	17 696 607	15 087 739
BENEFICE OU PERTE	341 542	43 077
(a) Y compris :		
- Redevances de crédit-bail mobilier		
- Redevances de crédit-bail immobilier		
(1) Dont produits afférents à des exercices antérieurs		
(2) Dont charges afférentes à des exercices antérieurs		
(3) Dont produits concernant les entités liées		
(4) Dont intérêts concernant les entités liées		

Règles et méthodes comptables

Désignation de la société : SADIR 4M PROVENCE ROUTE

Annexe au bilan avant répartition de l'exercice clos le 30/09/2024, dont le total est de 8 173 488 euros et au compte de résultat de l'exercice, présenté sous forme de liste, dégageant un bénéfice de 341 542 euros.

L'exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 01/10/2023 au 30/09/2024.

Les notes ou tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

Ces comptes annuels ont été arrêtés par les dirigeants de l'entreprise.

Règles générales

Les comptes annuels de l'exercice au 30/09/2024 ont été établis conformément au règlement de l'Autorité des Normes Comptables n°2014-03 du 5 juin 2014 à jour des différents règlements complémentaires à la date de l'établissement des dits comptes annuels.

Les conventions comptables ont été appliquées avec sincérité dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices.

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Seules sont exprimées les informations significatives. Sauf mention, les montants sont exprimés en euros.

Immobilisations corporelles et incorporelles

Les immobilisations corporelles et incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition pour les actifs acquis à titre onéreux, à leur coût de production pour les actifs produits par l'entreprise, à leur valeur vénale pour les actifs acquis à titre gratuit et par voie d'échange.

Le coût d'une immobilisation est constitué de son prix d'achat, y compris les droits de douane et taxes non récupérables, après déduction des remises, rabais commerciaux et escomptes de règlement de tous les coûts directement attribuables engagés pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner selon l'utilisation prévue. Les droits de mutation, honoraires ou commissions et frais d'actes liés à l'acquisition, ne sont pas rattachés à ce coût d'acquisition. Tous les coûts qui ne font pas partie du prix d'acquisition de l'immobilisation et qui ne peuvent pas être rattachés directement aux coûts rendus nécessaires pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner conformément à l'utilisation prévue, sont comptabilisés en charges.

Amortissements

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire en fonction de la durée de vie prévue.

- * Concessions, logiciels et brevets : 1 an
- * Agencements des constructions : 10 ans
- * Installations techniques : 5 à 10 ans
- * Matériel et outillage : 2 à 7 ans
- * Installations générales, agencements et aménagements divers : 10 ans
- * Matériel de transport : 4 à 6 ans
- * Matériel de bureau : 5 à 10 ans
- * Matériel informatique : 3 ans
- * Mobilier : 10 ans

Règles et méthodes comptables

La durée d'amortissement retenue par simplification est la durée d'usage pour les biens non décomposables à l'origine.

L'entreprise a apprécié à la date de clôture, en considérant les informations internes et externes à sa disposition, l'existence d'indices montrant que les actifs ont pu perdre notablement de la valeur.

Stocks

Les coûts d'acquisition des stocks comprennent le prix d'achat, les droits de douane et autres taxes, à l'exclusion des taxes ultérieurement récupérables par l'entité auprès des administrations fiscales, ainsi que les frais de transport, de manutention et autres coûts directement attribuables au coût de revient des matières premières, des marchandises, des encours de production et des produits finis. Les rabais commerciaux, remises, escomptes de règlement et autres éléments similaires sont déduits pour déterminer les coûts d'acquisition.

Les stocks sont évalués suivant la méthode du premier entré, premier sorti. Pour des raisons pratiques et sauf écart significatif, le dernier prix d'achat connu a été retenu.

Une dépréciation des stocks égale à la différence entre la valeur brute déterminée suivant les modalités indiquées ci-dessus et le cours du jour ou la valeur de réalisation déduction faite des frais proportionnels de vente, est prise en compte lorsque cette valeur brute est supérieure à l'autre terme énoncé.

Créances

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

Provisions

Toute obligation actuelle résultant d'un événement passé de l'entreprise à l'égard d'un tiers, susceptible d'être estimée avec une fiabilité suffisante, et couvrant des risques identifiés, fait l'objet d'une comptabilisation au titre de provision.

Frais d'émission des emprunts

Les frais d'émission des emprunts sont pris en compte immédiatement dans les charges de l'exercice.

Produits et charges exceptionnels

Les produits et charges exceptionnels tiennent compte des éléments qui ne sont pas liés à l'activité normale de l'entreprise.

Engagement de retraite

La convention collective de l'entreprise prévoit des indemnités de fin de carrière. Il n'a pas été signé un accord particulier.

Les engagements correspondants font l'objet d'une mention intégrale dans la présente annexe.

L'indemnité de départ à la retraite est déterminée en appliquant une méthode tenant compte des salaires projetés de fin de carrière, du taux de rotation du personnel, de l'espérance de vie et d'hypothèses d'actualisation des versements prévisibles.

Les hypothèses actuarielles retenues sont les suivantes :

- Taux d'actualisation : 3,16 %
- Taux de croissance des salaires : 2 %
- Age de départ à la retraite : 65 ans
- Taux de rotation du personnel : 1 %

Règles et méthodes comptables

- Table de taux de mortalité : (table INSEE TD 88-90)

Annexe : Faits caractéristiques

Autres éléments significatifs

Les provisions pour charges correspondent aux coûts programmés de reconstitution des sites de carrières.

Annexe : Notes sur le bilan

Actif immobilisé

Tableau des immobilisations

	Au début d'exercice	Augmentation	Diminution	En fin d'exercice
- Frais d'établissement et de développement				
- Fonds commercial				
- Autres postes d'immobilisations incorporelles	68 944	3 000		71 944
Immobilisations incorporelles	68 944	3 000		71 944
- Terrains				
- Constructions sur sol propre				
- Constructions sur sol d'autrui				
- Installations générales, agencements et aménagements des constructions	83 146	4 100		87 246
- Installations techniques, matériel et outillage industriels	5 300 890	423 176	101 193	5 622 873
- Installations générales, agencements aménagements divers	20 175			20 175
- Matériel de transport	3 977 138	337 295	122 494	4 191 938
- Matériel de bureau et informatique, mobilier	77 581			77 581
- Emballages récupérables et divers				
- Immobilisations corporelles en cours				
- Avances et acomptes				
Immobilisations corporelles	9 458 930	764 571	223 687	9 999 814
- Participations évaluées par mise en équivalence				
- Autres participations				
- Autres titres immobilisés				
- Prêts et autres immobilisations financières				
Immobilisations financières				
ACTIF IMMOBILISE	9 527 875	767 571	223 687	10 071 759

Annexe : Notes sur le bilan

Les flux s'analysent comme suit :

	Immobilisations incorporelles	Immobilisations corporelles	Immobilisations financières	Total
Ventilation des augmentations				
Virements de poste à poste				
Virements de l'actif circulant				
Acquisitions	3 000	764 571		767 571
Apports				
Créations				
Réévaluations				
Augmentations de l'exercice	3 000	764 571		767 571
Ventilation des diminutions				
Virements de poste à poste				
Virements vers l'actif circulant				
Cessions		223 687		223 687
Scissions				
Mises hors service				
Diminutions de l'exercice		223 687		223 687

Amortissements des immobilisations

	Au début de l'exercice	Augmentation	Diminutions	A la fin de l'exercice
- Frais d'établissement et de développement				
- Fonds commercial				
- Autres postes d'immobilisations incorporelles	43 487	13 410		56 897
Immobilisations incorporelles	43 487	13 410		56 897
- Terrains				
- Constructions sur sol propre				
- Constructions sur sol d'autrui				
- Installations générales, agencements et aménagements des constructions	75 581	4 090		79 671
- Installations techniques, matériel et outillage industriels	4 699 810	334 759	98 719	4 935 851
- Installations générales, agencements aménagements divers	20 175			20 175
- Matériel de transport	3 041 365	272 367	122 494	3 191 237
- Matériel de bureau et informatique, mobilier	66 035	4 300		70 336
- Emballages récupérables et divers				
Immobilisations corporelles	7 902 966	615 516	221 213	8 297 269
ACTIF IMMOBILISE	7 946 453	628 926	221 213	8 354 166

Annexe : Notes sur le bilan

Actif circulant

Stocks

Les travaux en cours sont évalués en fonction de l' avancement des chantiers.

Etat des créances

Le total des créances à la clôture de l'exercice s'élève à 4 203 404 euros et le classement détaillé par échéance s'établit comme suit :

	Montant brut	Echéances à moins d'un an	Echéances à plus d'un an
Créances de l'actif immobilisé :			
Créances rattachées à des participations			
Prêts			
Autres			
Créances de l'actif circulant :			
Créances Clients et Comptes rattachés	3 847 901	3 538 234	309 667
Autres	341 974	240 276	101 698
Capital souscrit - appelé, non versé			
Charges constatées d'avance	13 528	13 528	
Total	4 203 404	3 792 039	411 365
Prêts accordés en cours d'exercice			
Prêts récupérés en cours d'exercice			

Produits à recevoir

	Montant
Avoirs non parvenus	13 900
Deboucre.divers-prod. a recevoir	68 596
Interets a recevoir	8 094
Total	90 590

Créance résultant du report en arrière des déficits

	Montant	Echéance
Report en arrière déficit 2021	101 698	30/09/2026
TOTAL	101 698	

Annexe : Notes sur le bilan

Capitaux propres

Composition du capital social

Capital social d'un montant de 1 051 500,00 euros décomposé en 1 845 titres d'une valeur nominale de 569,92 euros.

Provisions

Tableau des provisions

	Provisions au début de l'exercice	Dotations de l'exercice	Reprises utilisées de l'exercice	Reprises non utilisées de l'exercice	Provisions à la fin de l'exercice
Litiges					
Garanties données aux clients					
Pertes sur marchés à terme					
Amendes et pénalités					
Pertes de change					
Pensions et obligations similaires					
Pour impôts					
Renouvellement des immobilisations					
Gros entretien et grandes révisions					
Charges sociales et fiscales					
sur congés à payer					
Autres provisions pour risques et charges	28 580				28 580
Total	28 580				28 580
Répartition des dotations et des reprises de l'exercice :					
Exploitation					
Financières					
Exceptionnelles					

Annexe : Notes sur le bilan

Etat des dettes

Le total des dettes à la clôture de l'exercice s'élève à 2 690 567 euros et le classement détaillé par échéance s'établit comme suit :

	Montant brut	Echéances à moins d'un an	Echéances à plus d'un an	Echéances à plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles (*)				
Autres emprunts obligataires (*)				
Emprunts (*) et dettes auprès des établissements de crédit dont :				
- à 1 an au maximum à l'origine				
- à plus de 1 an à l'origine				
Emprunts et dettes financières divers (*) (**)				
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	1 762 970	1 762 970		
Dettes fiscales et sociales	906 670	906 670		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
Autres dettes (**)	20 927	20 927		
Produits constatés d'avance				
Total	2 690 567	2 690 567		
(*) Emprunts souscrits en cours d'exercice				
(*) Emprunts remboursés sur l'exercice				
(**) Dont envers les associés	12 255			

Charges à payer

	Montant
Fournisseurs-factures non parvenue	54 765
Taxes-charges a payer	78 098
Deboucre.divers-ch.a payer	8 672
Total	141 534

Annexe : Notes sur le bilan

Autres informations

Effets de commerce

Les dettes représentées par des effets de commerce se montent à 90 332 euros et se repartissent comme suit :
- Fournisseurs : 90 332 euros

Comptes de régularisation

Charges constatées d'avance

	Charges d'exploitation	Charges Financières	Charges Exceptionnelles
Charges constatees d avance	12 617		
Cca-air liquide	658		
C.c.a. - fortages	253		
Total	13 528		

Annexe : Notes sur le compte de résultat

Chiffre d'affaires

Certaines indications relatives au chiffre d'affaires sont incomplètes ou omises en raison du préjudice grave qui pourrait résulter de leur divulgation.

Charges et produits d'exploitation et financiers

Rémunération des commissaires aux comptes

Commissaire aux comptes Titulaire

Honoraire de certification des comptes : 9 570 euros

Honoraire des autres services : 0 euros

Résultat et impôts sur les bénéfices

Annexe : Notes sur le compte de résultat

Accroissements et allègements de la dette future d'impôt

La situation fiscale latente, compte tenu d'un taux d'impôt sur les sociétés valorisé à 25 %, fait ressortir une créance future d'un montant de 285 288 euros. Ce montant ne tient pas compte d'un éventuel paiement de la contribution sociale sur les bénéfices.

	Montant
Accroissements de la dette future d'impôt	
Liés aux amortissements dérogatoires	
Liés aux provisions pour hausse des prix	
Liés aux plus-values à réintégrer	
Liés à d'autres éléments	
A. Total des bases concourant à augmenter la dette future	
Allègements de la dette future d'impôt	
Liés aux provisions pour congés payés	
Liés aux provisions et charges à payer non déductibles de l'exercice	9 558
Liés à d'autres éléments	
B. Total des bases concourant à diminuer la dette future	9 558
C. Déficits reportables	1 131 593
D. Moins-values à long terme	
Estimation du montant de la créance future	285 288
Base = (A - B - C - D)	
Impôt valorisé au taux de 25 %.	

Annexe : Autres informations

Effectif

Effectif moyen du personnel : 78 personnes.

	Personnel salarié	Personnel mis à disposition
Cadres	11	11
Agents de maîtrise et techniciens	16	16
Employés		
Ouvriers	51	51
Total	78	78

Engagements financiers

Engagements donnés

	Montant en euros
Effets escomptés non échus	
Avals et cautions	
Engagements en matière de pensions	136 952
Engagements de crédit-bail mobilier	
Engagements de crédit-bail immobilier	
<i>Cautions Cie européenne garantie caution</i>	2 879 712
Autres engagements donnés	2 879 712
Total	3 016 664
Dont concernant :	
Les dirigeants	
Les filiales	
Les participations	
Les autres entreprises liées	
Engagements assortis de suretés réelles	

Annexe : Autres informations

Engagements de retraite

Montant des engagements pris en matière de pensions, compléments de retraite et indemnités assimilées : 136 952 euros

Pour un régime à prestations définies, il est fait application de la recommandation ANC 2013-02 du 7 novembre 2013.

4M PROVENCE ROUTE
SOCIETE ANONYME
AU CAPITAL DE 1 051 500 €
SIEGE SOCIAL : SORGUES (84700)
VILLAGE ERO - RN7

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
SUR LES COMPTES ANNUELS

Exercice clos le 30 Septembre 2024

Assistance
à la gestion

Comptabilité
& fiscalité

Ressources
humaines

Audit

Gestion de
patrimoine

Protection
sociale

Juridique

Accompagnement
international

Gallo & Associés Audit

29 avenue Félix Viallet, 38000 GRENOBLE / T. 04 75 69 28 50 / audit@gallo.fr / www.gallo.fr

SARL au capital social de 20 000 € inscrite à la Compagnie Régionale des Commissaires aux comptes de Dauphiné-Savoie
RCS Grenoble B 79773787100039 - SIRET : 79773787100039 - TVA intracom. : FR40797737871 - NAF : 6920Z

4M PROVENCE ROUTE
Société Anonyme
Au capital de 1 051 500 €
Siège social : SORGUES (84700)
Village ERO - RN7

**RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
SUR LES COMPTES ANNUELS**

Exercice clos le 30 Septembre 2024

A l'Assemblée Générale de la société **4M PROVENCE ROUTE**,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'Assemblée Générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société **4M PROVENCE ROUTE** relatifs à l'exercice clos le 30 Septembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1er octobre 2023 à la date d'émission de notre rapport.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L. 821-53 et R. 821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Informations données dans le rapport de gestion et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux Actionnaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Directoire et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux Actionnaires.

En application de la loi, nous vous signalons que les informations relatives aux délais de paiement prévues à l'article D.441-6 du code de commerce ne sont pas mentionnées dans le rapport de gestion. En conséquence, nous ne pouvons attester de leur sincérité et de leur concordance avec les comptes annuels.

Rapport sur le gouvernement d'entreprise

Nous attestons de l'existence, dans le rapport du conseil de surveillance sur le gouvernement d'entreprise, des informations requises par l'article L. 225-37-4 du code de commerce.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Directoire.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.

En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;

- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Grenoble, le 10 mars 2025

Le Commissaire aux comptes

GALLO & ASSOCIES AUDIT

Sébastien CHIRAT

A handwritten signature in blue ink, appearing to read 'Sébastien Chirat', with a large, stylized flourish at the end.

Bilan Actif

	Brut	Amortissement Dépréciations	Net 30/09/2024	Net 30/09/2023
Capital souscrit non appelé				
ACTIF IMMOBILISE				
Immobilisations incorporelles				
Frais d'établissement				
Frais de recherche et de développement				
Concessions, brvts, licences, logiciels, drts & val.similaires	71 944	56 897	15 047	25 457
Fonds commercial (1)				
Autres immobilisations incorporelles				
Avances et acomptes sur immobilisations incorporelles				
Immobilisations corporelles				
Terrains				
Constructions	87 246	79 671	7 575	7 566
Installations techniques, matériel et outillage industriels	5 622 873	4 935 851	687 023	601 080
Autres immobilisations corporelles	4 289 695	3 281 747	1 007 947	947 319
Immobilisations corporelles en cours				
Avances et acomptes				
Immobilisations financières (2)				
Participations (mise en équivalence)				
Autres participations				
Créances rattachées aux participations				
Autres titres immobilisés				
Prêts				
Autres immobilisations financières				
TOTAL ACTIF IMMOBILISE	10 071 759	8 354 166	1 717 593	1 581 422
ACTIF CIRCULANT				
Stocks et en-cours				
Matières premières et autres approvisionnements	157 794		157 794	152 172
En-cours de production (biens et services)	293 120		293 120	403 389
Produits intermédiaires et finis				
Marchandises				
Avances et acomptes versés sur commandes	13 650		13 650	
Créances (3)				
Clients et comptes rattachés	3 847 901	92 316	3 755 585	5 007 736
Autres créances	341 974		341 974	323 974
Capital souscrit et appelé, non versé				
Divers				
Valeurs mobilières de placement	600 000		600 000	
Disponibilités	1 280 244		1 280 244	293 424
Charges constatées d'avance (3)	13 528		13 528	13 859
TOTAL ACTIF CIRCULANT	6 548 211	92 316	6 455 895	6 194 554
Frais d'émission d'emprunt à évaluer				
Primes de remboursement des obligations				
Ecart de conversion actif				
TOTAL GENERAL	16 619 970	8 446 482	8 173 488	7 775 976
(1) Dont droit au bail				
(2) Dont à moins d'un an (brut)				
(3) Dont à plus d'un an (brut)			411 365	101 698

Bilan Passif

	30/09/2024	30/09/2023
CAPITAUX PROPRES		
Capital	1 051 500	1 051 500
Primes d'émission, de fusion, d'apport, ...	180 250	180 250
Ecart de réévaluation		
Réserve légale	105 150	105 150
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves réglementées		
Autres réserves	3 737 435	3 694 358
Report à nouveau		
RESULTAT DE L'EXERCICE (bénéfice ou perte)	341 542	43 077
Subventions d'investissement	2 795	4 145
Provisions réglementées		
TOTAL CAPITAUX PROPRES	5 418 672	5 078 480
AUTRES FONDS PROPRES		
Produits des émissions de titres participatifs		
Avances conditionnées		
TOTAL AUTRES FONDS PROPRES		
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES		
Provisions pour risques		
Provisions pour charges	28 580	28 580
TOTAL PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	28 580	28 580
DETTES (1)		
Emprunts obligataires convertibles		
Autres emprunts obligataires		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit (2)		
Emprunts et dettes financières diverses (3)	12 255	
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours	35 669	
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	1 762 970	1 569 888
Dettes fiscales et sociales	906 670	1 096 276
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes	8 672	2 753
Produits constatés d'avance		
TOTAL DETTES	2 726 236	2 668 916
Ecart de conversion passif		
TOTAL GENERAL	8 173 488	7 775 976
(1) Dont à plus d'un an (a)		
(1) Dont à moins d'un an (a)		
(2) Dont concours bancaires et soldes créditeurs de banque		
(3) Dont emprunts participatifs		
(a) A l'exception des avances et acomptes reçus sur commandes en cours		
	2 690 567	2 668 916

Compte de résultat

	France	Exportations et livraisons intracom.	30/09/2024	30/09/2023
Produits d'exploitation (1)				
Ventes de marchandises				
Production vendue (biens)	1 791		1 791	3 369
Production vendue (services)	17 902 100		17 902 100	15 392 257
Chiffre d'affaires net	17 903 891		17 903 891	15 395 626
Production stockée			-110 269	-552 753
Production immobilisée				
Subventions d'exploitation			16 583	33 190
Reprises sur provisions (et amortissements), transferts de charges			126 333	139 310
Autres produits			22 518	21 405
Total produits d'exploitation (I)			17 959 056	15 036 778
Charges d'exploitation (2)				
Achats de marchandises				
Variations de stock				
Achats de matières premières et autres approvisionnements			5 771 230	4 140 822
Variations de stock			-5 622	20 817
Autres achats et charges externes (a)			6 247 775	5 679 069
Impôts, taxes et versements assimilés			144 807	132 490
Salaires et traitements			2 933 789	2 739 314
Charges sociales			1 643 096	1 528 712
Dotations aux amortissements et dépréciations :				
- Sur immobilisations : dotations aux amortissements			628 926	563 316
- Sur immobilisations : dotations aux dépréciations				
- Sur actif circulant : dotations aux dépréciations			75 851	18 350
- Pour risques et charges : dotations aux provisions				
Autres charges			24 956	17 976
Total charges d'exploitation (II)			17 464 808	14 840 866
RESULTAT D'EXPLOITATION (I-II)			494 248	195 912
Quotes-parts de résultat sur opérations faites en commun				
Bénéfice attribué ou perte transférée (III)				
Perte supportée ou bénéfice transféré (IV)			205 926	215 507
Produits financiers				
De participation (3)				
D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé (3)				
Autres intérêts et produits assimilés (3)			15 126	
Reprises sur provisions et dépréciations et transferts de charges				
Différences positives de change				
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement				
Total produits financiers (V)			15 126	
Charges financières				
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions				
Intérêts et charges assimilés (4)				
Différences négatives de change				
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement				
Total charges financières (VI)				
RESULTAT FINANCIER (V-VI)			15 126	
RESULTAT COURANT avant impôts (I-II+III-IV+V-VI)			303 449	-19 594

Compte de résultat (suite)

	30/09/2024	30/09/2023
Produits exceptionnels		
Sur opérations de gestion	117	1 886
Sur opérations en capital	63 850	23 871
Reprises sur provisions et dépréciation et transferts de charges		68 280
Total produits exceptionnels (VII)	63 966	94 037
Charges exceptionnelles		
Sur opérations de gestion	23 398	2 786
Sur opérations en capital	2 474	
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		28 580
Total charges exceptionnelles (VIII)	25 873	31 366
RESULTAT EXCEPTIONNEL (VII-VIII)	38 094	62 671
Participation des salariés aux résultats (IX)		
Impôts sur les bénéfices (X)		
Total des produits (I+III+V+VII)	18 038 149	15 130 815
Total des charges (II+IV+VI+VIII+IX+X)	17 696 607	15 087 739
BENEFICE OU PERTE	341 542	43 077
(a) Y compris : - Redevances de crédit-bail mobilier - Redevances de crédit-bail immobilier (1) Dont produits afférents à des exercices antérieurs (2) Dont charges afférentes à des exercices antérieurs (3) Dont produits concernant les entités liées (4) Dont intérêts concernant les entités liées		

Règles et méthodes comptables

Désignation de la société : SADIR 4M PROVENCE ROUTE

Annexe au bilan avant répartition de l'exercice clos le 30/09/2024, dont le total est de 8 173 488 euros et au compte de résultat de l'exercice, présenté sous forme de liste, dégageant un bénéfice de 341 542 euros.

L'exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 01/10/2023 au 30/09/2024.

Les notes ou tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

Ces comptes annuels ont été arrêtés par les dirigeants de l'entreprise.

Règles générales

Les comptes annuels de l'exercice au 30/09/2024 ont été établis conformément au règlement de l'Autorité des Normes Comptables n°2014-03 du 5 juin 2014 à jour des différents règlements complémentaires à la date de l'établissement des dits comptes annuels.

Les conventions comptables ont été appliquées avec sincérité dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices.

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Seules sont exprimées les informations significatives. Sauf mention, les montants sont exprimés en euros.

Immobilisations corporelles et incorporelles

Les immobilisations corporelles et incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition pour les actifs acquis à titre onéreux, à leur coût de production pour les actifs produits par l'entreprise, à leur valeur vénale pour les actifs acquis à titre gratuit et par voie d'échange.

Le coût d'une immobilisation est constitué de son prix d'achat, y compris les droits de douane et taxes non récupérables, après déduction des remises, rabais commerciaux et escomptes de règlement de tous les coûts directement attribuables engagés pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner selon l'utilisation prévue. Les droits de mutation, honoraires ou commissions et frais d'actes liés à l'acquisition, ne sont pas rattachés à ce coût d'acquisition. Tous les coûts qui ne font pas partie du prix d'acquisition de l'immobilisation et qui ne peuvent pas être rattachés directement aux coûts rendus nécessaires pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner conformément à l'utilisation prévue, sont comptabilisés en charges.

Amortissements

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire en fonction de la durée de vie prévue.

- * Concessions, logiciels et brevets : 1 an
- * Agencements des constructions : 10 ans
- * Installations techniques : 5 à 10 ans
- * Matériel et outillage : 2 à 7 ans
- * Installations générales, agencements et aménagements divers : 10 ans
- * Matériel de transport : 4 à 6 ans
- * Matériel de bureau : 5 à 10 ans
- * Matériel informatique : 3 ans
- * Mobilier : 10 ans

Règles et méthodes comptables

La durée d'amortissement retenue par simplification est la durée d'usage pour les biens non décomposables à l'origine.

L'entreprise a apprécié à la date de clôture, en considérant les informations internes et externes à sa disposition, l'existence d'indices montrant que les actifs ont pu perdre notablement de la valeur.

Stocks

Les coûts d'acquisition des stocks comprennent le prix d'achat, les droits de douane et autres taxes, à l'exclusion des taxes ultérieurement récupérables par l'entité auprès des administrations fiscales, ainsi que les frais de transport, de manutention et autres coûts directement attribuables au coût de revient des matières premières, des marchandises, des encours de production et des produits finis. Les rabais commerciaux, remises, escomptes de règlement et autres éléments similaires sont déduits pour déterminer les coûts d'acquisition.

Les stocks sont évalués suivant la méthode du premier entré, premier sorti. Pour des raisons pratiques et sauf écart significatif, le dernier prix d'achat connu a été retenu.

Une dépréciation des stocks égale à la différence entre la valeur brute déterminée suivant les modalités indiquées ci-dessus et le cours du jour ou la valeur de réalisation déduction faite des frais proportionnels de vente, est prise en compte lorsque cette valeur brute est supérieure à l'autre terme énoncé.

Créances

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

Provisions

Toute obligation actuelle résultant d'un événement passé de l'entreprise à l'égard d'un tiers, susceptible d'être estimée avec une fiabilité suffisante, et couvrant des risques identifiés, fait l'objet d'une comptabilisation au titre de provision.

Frais d'émission des emprunts

Les frais d'émission des emprunts sont pris en compte immédiatement dans les charges de l'exercice.

Produits et charges exceptionnels

Les produits et charges exceptionnels tiennent compte des éléments qui ne sont pas liés à l'activité normale de l'entreprise.

Engagement de retraite

La convention collective de l'entreprise prévoit des indemnités de fin de carrière. Il n'a pas été signé un accord particulier.

Les engagements correspondants font l'objet d'une mention intégrale dans la présente annexe.

L'indemnité de départ à la retraite est déterminée en appliquant une méthode tenant compte des salaires projetés de fin de carrière, du taux de rotation du personnel, de l'espérance de vie et d'hypothèses d'actualisation des versements prévisibles.

Les hypothèses actuarielles retenues sont les suivantes :

- Taux d'actualisation : 3,16 %
- Taux de croissance des salaires : 2 %
- Age de départ à la retraite : 65 ans
- Taux de rotation du personnel : 1 %

Règles et méthodes comptables

- Table de taux de mortalité : (table INSEE TD 88-90)

Annexe : Faits caractéristiques

Autres éléments significatifs

Les provisions pour charges correspondent aux coûts programmés de reconstitution des sites de carrières.

Annexe : Notes sur le bilan

Actif immobilisé

Tableau des immobilisations

	Au début d'exercice	Augmentation	Diminution	En fin d'exercice
- Frais d'établissement et de développement				
- Fonds commercial				
- Autres postes d'immobilisations incorporelles	68 944	3 000		71 944
Immobilisations incorporelles	68 944	3 000		71 944
- Terrains				
- Constructions sur sol propre				
- Constructions sur sol d'autrui				
- Installations générales, agencements et aménagements des constructions	83 146	4 100		87 246
- Installations techniques, matériel et outillage industriels	5 300 890	423 176	101 193	5 622 873
- Installations générales, agencements aménagements divers	20 175			20 175
- Matériel de transport	3 977 138	337 295	122 494	4 191 938
- Matériel de bureau et informatique, mobilier	77 581			77 581
- Emballages récupérables et divers				
- Immobilisations corporelles en cours				
- Avances et acomptes				
Immobilisations corporelles	9 458 930	764 571	223 687	9 999 814
- Participations évaluées par mise en équivalence				
- Autres participations				
- Autres titres immobilisés				
- Prêts et autres immobilisations financières				
Immobilisations financières				
ACTIF IMMOBILISE	9 527 875	767 571	223 687	10 071 759

Annexe : Notes sur le bilan

Les flux s'analysent comme suit :

	Immobilisations incorporelles	Immobilisations corporelles	Immobilisations financières	Total
Ventilation des augmentations				
Virements de poste à poste				
Virements de l'actif circulant				
Acquisitions	3 000	764 571		767 571
Apports				
Créations				
Réévaluations				
Augmentations de l'exercice	3 000	764 571		767 571
Ventilation des diminutions				
Virements de poste à poste				
Virements vers l'actif circulant				
Cessions		223 687		223 687
Scissions				
Mises hors service				
Diminutions de l'exercice		223 687		223 687

Amortissements des immobilisations

	Au début de l'exercice	Augmentation	Diminutions	A la fin de l'exercice
- Frais d'établissement et de développement				
- Fonds commercial				
- Autres postes d'immobilisations incorporelles	43 487	13 410		56 897
Immobilisations incorporelles	43 487	13 410		56 897
- Terrains				
- Constructions sur sol propre				
- Constructions sur sol d'autrui				
- Installations générales, agencements et aménagements des constructions	75 581	4 090		79 671
- Installations techniques, matériel et outillage industriels	4 699 810	334 759	98 719	4 935 851
- Installations générales, agencements aménagements divers	20 175			20 175
- Matériel de transport	3 041 365	272 367	122 494	3 191 237
- Matériel de bureau et informatique, mobilier	66 035	4 300		70 336
- Emballages récupérables et divers				
Immobilisations corporelles	7 902 966	615 516	221 213	8 297 269
ACTIF IMMOBILISE	7 946 453	628 926	221 213	8 354 166

Annexe : Notes sur le bilan

Actif circulant

Stocks

Les travaux en cours sont évalués en fonction de l'avancement des chantiers.

Etat des créances

Le total des créances à la clôture de l'exercice s'élève à 4 203 404 euros et le classement détaillé par échéance s'établit comme suit :

	Montant brut	Echéances à moins d'un an	Echéances à plus d'un an
Créances de l'actif immobilisé :			
Créances rattachées à des participations			
Prêts			
Autres			
Créances de l'actif circulant :			
Créances Clients et Comptes rattachés	3 847 901	3 538 234	309 667
Autres	341 974	240 276	101 698
Capital souscrit - appelé, non versé			
Charges constatées d'avance	13 528	13 528	
Total	4 203 404	3 792 039	411 365
Prêts accordés en cours d'exercice			
Prêts récupérés en cours d'exercice			

Produits à recevoir

	Montant
Avoirs non parvenus	13 900
Deboucre.divers-prod. a recevoir	68 596
Interets a recevoir	8 094
Total	90 590

Créance résultant du report en arrière des déficits

	Montant	Echéance
Report en arrière déficit 2021	101 698	30/09/2026
TOTAL	101 698	

Annexe : Notes sur le bilan

Capitaux propres

Composition du capital social

Capital social d'un montant de 1 051 500,00 euros décomposé en 1 845 titres d'une valeur nominale de 569,92 euros.

Provisions

Tableau des provisions

	Provisions au début de l'exercice	Dotations de l'exercice	Reprises utilisées de l'exercice	Reprises non utilisées de l'exercice	Provisions à la fin de l'exercice
Litiges					
Garanties données aux clients					
Pertes sur marchés à terme					
Amendes et pénalités					
Pertes de change					
Pensions et obligations similaires					
Pour impôts					
Renouvellement des immobilisations					
Gros entretien et grandes révisions					
Charges sociales et fiscales sur congés à payer					
Autres provisions pour risques et charges	28 580				28 580
Total	28 580				28 580
Répartition des dotations et des reprises de l'exercice :					
Exploitation					
Financières					
Exceptionnelles					

Annexe : Notes sur le bilan

Etat des dettes

Le total des dettes à la clôture de l'exercice s'élève à 2 690 567 euros et le classement détaillé par échéance s'établit comme suit :

	Montant brut	Echéances à moins d'un an	Echéances à plus d'un an	Echéances à plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles (*)				
Autres emprunts obligataires (*)				
Emprunts (*) et dettes auprès des établissements de crédit dont :				
- à 1 an au maximum à l'origine				
- à plus de 1 an à l'origine				
Emprunts et dettes financières divers (*) (**)				
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	1 762 970	1 762 970		
Dettes fiscales et sociales	906 670	906 670		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
Autres dettes (**)	20 927	20 927		
Produits constatés d'avance				
Total	2 690 567	2 690 567		
(*) Emprunts souscrits en cours d'exercice				
(*) Emprunts remboursés sur l'exercice				
(**) Dont envers les associés	12 255			

Charges à payer

	Montant
Fournisseurs-factures non parvenue	54 765
Taxes-charges à payer	78 098
Deboucre.divers-ch.a payer	8 672
Total	141 534

Annexe : Notes sur le bilan**Autres informations****Effets de commerce**

Les dettes représentées par des effets de commerce se montent à 90 332 euros et se repartissent comme suit :

- Fournisseurs : 90 332 euros

Comptes de régularisation**Charges constatées d'avance**

	Charges d'exploitation	Charges Financières	Charges Exceptionnelles
Charges constatees d avance	12 617		
Cca-air liquide	658		
C.c.a. - forages	253		
Total	13 528		

Annexe : Notes sur le compte de résultat

Chiffre d'affaires

Certaines indications relatives au chiffre d'affaires sont incomplètes ou omises en raison du préjudice grave qui pourrait résulter de leur divulgation.

Charges et produits d'exploitation et financiers

Rémunération des commissaires aux comptes

Commissaire aux comptes Titulaire

Honoraire de certification des comptes : 9 570 euros

Honoraire des autres services : 0 euros

Résultat et impôts sur les bénéfices

Annexe : Notes sur le compte de résultat

Accroissements et allègements de la dette future d'impôt

La situation fiscale latente, compte tenu d'un taux d'impôt sur les sociétés valorisé à 25 %, fait ressortir une créance future d'un montant de 285 288 euros. Ce montant ne tient pas compte d'un éventuel paiement de la contribution sociale sur les bénéfices.

	Montant
Accroissements de la dette future d'impôt	
Liés aux amortissements dérogatoires	
Liés aux provisions pour hausse des prix	
Liés aux plus-values à réintégrer	
Liés à d'autres éléments	
A. Total des bases concourant à augmenter la dette future	
Allègements de la dette future d'impôt	
Liés aux provisions pour congés payés	
Liés aux provisions et charges à payer non déductibles de l'exercice	9 558
Liés à d'autres éléments	
B. Total des bases concourant à diminuer la dette future	9 558
C. Déficits reportables	1 131 593
D. Moins-values à long terme	
Estimation du montant de la créance future	285 288
Base = (A - B - C - D)	
Impôt valorisé au taux de 25 %.	

Annexe : Autres informations

Effectif

Effectif moyen du personnel : 78 personnes.

	Personnel salarié	Personnel mis à disposition
Cadres	11	11
Agents de maîtrise et techniciens	16	16
Employés		
Ouvriers	51	51
Total	78	78

Engagements financiers

Engagements donnés

	Montant en euros
Effets escomptés non échus	
Avals et cautions	
Engagements en matière de pensions	136 952
Engagements de crédit-bail mobilier	
Engagements de crédit-bail immobilier	
<i>Cautions Cie européenne garantie caution</i>	2 879 712
Autres engagements donnés	2 879 712
Total	3 016 664
Dont concernant :	
Les dirigeants	
Les filiales	
Les participations	
Les autres entreprises liées	
Engagements assortis de suretés réelles	

Annexe : Autres informations**Engagements de retraite**

Montant des engagements pris en matière de pensions, compléments de retraite et indemnités assimilées : 136 952 euros

Pour un régime à prestations définies, il est fait application de la recommandation ANC 2013-02 du 7 novembre 2013.

4M PROVENCE ROUTE
SOCIETE ANONYME A DIRECTOIRE ET CONSEIL DE SURVEILLANCE AU CAPITAL DE 1 051 500 €
SIEGE SOCIAL : SORGUES (84700) VILLAGE ERO - ROUTE NATIONALE 7
305 304 966 RCS AVIGNON

RAPPORT DU CONSEIL DE SURVEILLANCE
A L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ORDINAIRE DU 24 MARS 2025

Madame, Monsieur,

Nous vous rappelons qu'en application de l'article L 225-68 du Code de commerce, le Conseil de surveillance doit présenter à l'assemblée générale annuelle des actionnaires ses observations sur les comptes annuels arrêtés par le Directoire, ainsi que sur le rapport soumis à l'assemblée.

La loi 2005-842 du 26 juillet 2005 a supprimé l'obligation, pour le Président du Conseil de surveillance, d'établir le rapport sur les procédures de contrôle interne, si la Société n'est pas cotée.

Nous vous précisons que les comptes annuels de l'exercice clos le 30 septembre 2024 et le rapport du directoire ont été communiqués au Conseil de surveillance dans les délais prévus par les dispositions légales et réglementaires.

Les comptes de l'exercice clos le 30 septembre 2024 font apparaître les principaux postes suivants :

Total du bilan : 8 173 488 €

Chiffre d'affaires : 17 903 891 €

Résultat de l'exercice : 341 542 €

Compte tenu de ce qui précède, nous n'avons aucune observation particulière à formuler concernant le rapport du Directoire et les comptes de l'exercice clos le 30 septembre 2024.

Signature :

Le Conseil de surveillance
Nicole MEREU-ROUBY

